

GUIDO GIRARDI

## Décentrer l'Homme et penser le futur



Noémie Pinganaud

**G**uido Girardi est sénateur au Chili. Il est aussi médecin spécialiste en pédiatrie et en épidémiologie. Pour ne pas laisser le marché gouverner le monde il souhaite un renouvellement des idées progressistes passant par une vision non anthropocentrique du monde et des propositions claires de gouvernance sur les thèmes du futur que sont l'énergie, les biotechnologies ou l'eau.

«On le voit en France, en Italie, en Allemagne et aussi au Chili, la droite a pris ses idées à la gauche.» Pour Guido Girardi, le monde progressiste est maintenant sans voix, dépossédé de son discours par la droite, voire l'ultra-droite qui, au Chili, s'est aussi mise à défendre des valeurs comme l'égalité ou la solidarité. «Or, les gens ont besoin d'identités claires. Nous devons préciser les valeurs que nous représentons.» Pour ce faire, le sénateur chilien pense qu'il faut d'abord remettre l'homme à sa place.

«Nous sommes les complices d'une vision anthropocentrique qui ne permet pas l'évolution de l'homme. Si nous pensons l'homme comme la création ultime de l'évolution autour de laquelle tournent toutes les autres espèces, nous faussons la réalité. La social-démocratie doit réfléchir à une éthique de tous les êtres vivants, au même niveau que l'éthique de l'homme.» Aussi pense-t-il que si chacun d'entre nous connaissait mieux l'origine de la vie, nous aurions peut-être une attitude différente. «Il y a une perte de sensibilité, d'humanité et de poésie de l'homme dans le fait de ne pas reconnaître où il est – dans la biosphère et dans l'univers – et d'où il vient.»

Pour Guido Girardi, le monde progressiste n'est pas seulement victime d'une vampirisation de ses valeurs, il est aussi coupable d'abandon. «Le monde progressiste a délaissé tous les grands thèmes du futur.» Selon lui, la gauche ne réfléchit pas à ce que pourrait être le contrôle de l'énergie après le pétrole, elle ne pense pas non plus à une éthique des biotechnologies ou encore à une justice de l'eau.

Aussi, la crise du pétrole pourrait être une opportunité à saisir. «Les 500 industries qui contrôlent le pétrole contrôlent la planète et les décisions de ces groupes sont plus fortes que les décisions des citoyens et des Etats.» Et, si le nucléaire prenait le relais, ce serait en reproduisant ce système de domination. «Selon moi, une politique progressiste de l'énergie ne peut passer que par l'hydrogène qui seul peut utiliser le soleil, décentraliser le système et donner du

pouvoir et de l'énergie à ceux qui n'en ont pas.» Et de citer Carlo Rubbia, prix Nobel de physique en 1984 pour qui le désert chilien de l'Atacama (le plus ensoleillé du monde) pourrait fournir son énergie à tout le pays. M. Girardi s'inquiète aussi de la gouvernance des biotechnologies qui est totalement absente des débats. «Le problème est qu'on peut reprogrammer toute la vie. Nous avons aboli les frontières entre les espèces, fruit de quatre milliards d'années d'évolution, et cela selon la demande du marché et non selon l'intérêt des êtres humains. Sommes-nous d'accord pour une nouvelle Genèse ? Est-ce un problème ou une opportunité ? Je ne sais pas mais je sais qu'il faut une gouvernance. »

La gouvernance d'Internet aussi doit être interrogée. «Si on veut une société plus participative, il faut l'appui d'Internet. Comment faire pour que Internet ne soit pas dans les mains de ceux qui ont l'énergie ? Et je suis pour que les grandes entreprises et l'Etat mettent les outils de création de contenu à disposition des citoyens pour créer des télécommunitaires, car c'est impossible de créer *ex nihilo* sa propre technologie.»

Le thème de l'eau tient particulièrement au cœur du chilien puisqu'il est en campagne dans son pays pour sa nationalisation alors que les glaciers de là-bas forment la deuxième réserve mondiale d'eau douce. «On laisse le plus important pour la vie dans les mains du marché, les 40 premiers litres devraient être un droit humain universel.» **A.-G. T**

LUIS FLORES

## Relire Merleau-Ponty

**P**rofesseur de philosophie à l'Institut catholique de Santiago du Chili, Luis Flores est un grand lecteur de Maurice Merleau-Ponty, philosophe né à Rochefort (1908-1961), auteur un peu négligé en France malgré sa monumentale *Phénoménologie de la perception* (1945).

«Merleau-Ponty propose une philosophie concrète, affirme Luis Flores. Il essaie de récupérer l'expérience vécue et la subjectivité. Cette dimension a été oubliée parce qu'on a tendance à expliquer l'être humain à partir seulement des domaines objectifs des mesures. Merleau-Ponty fait un appel philosophique pour dépasser cela, pour retrouver l'expérience du temps et surtout

l'expérience du corps.» D'autre part, il souligne que «l'effort» de Merleau-Ponty pour réformer la pensée rationaliste est vital non seulement pour la philosophie mais aussi pour les sciences cognitives.

«La phénoménologie de la perception signifie un bref être au monde. On ne peut pas être hors du monde, on est toujours en relation avec l'autre et on est toujours en relation avec soi-même. La perception, c'est finalement le déplacement que Merleau-Ponty fait entre une pensée abstraite et la dimension concrète d'être au monde. C'est l'idée que "je suis mon corps". C'est sentir le monde dans l'engagement et la découverte de l'autre» **J.-L. T.**



Noémie Pinganaud

RASMUS LARSEN

## La recherche-action, outil de développement durable

Le Suédois Rasmus Larsen est chercheur associé au Stockholm Environment Institute (SEI) une organisation indépendante créée en 1989 grâce au financement principal du gouvernement suédois. Avec lui, près de 150 scientifiques établis à Stockholm mais aussi à York (UK), Oxford (UK), Tallin (Estonie), Somerville (Massachusetts, US), Bangkok (Thaïlande) et Dar es Salaam (Tanzanie)

travaillent à la mise en place de solutions de développement durable en créant et en consolidant les ponts entre le savoir scientifique et la politique.

«Nous produisons des rapports à la demande des gouvernements, des institutions et des organisations internationales mais nous sommes aussi missionnés dans des processus de mise en œuvre», explique Rasmus Larsen. Aussi, dans le groupe du SEI dont fait partie Rasmus Larsen cet *implementation process* se fait de préférence selon une méthode bien particulière née dans les années 1940 aux Etats-Unis appelée l'*Action-Research* ou Recherche-Action. Le chercheur explique cette méthode en s'appuyant sur l'exemple d'un programme mené par ses collègues Neil Powell et Maria Osbeck en Indonésie portant sur la réhabilitation de la mangrove. «Au lieu de convoquer toutes les personnes impliquées dans la vie de cet écosystème pour leur expliquer doctement ce qu'elles devaient faire pour

le réhabiliter, les chercheurs ont demandé aux habitants de leur expliquer pourquoi c'est difficile de réhabiliter la mangrove. Au lieu de dire comment les choses doivent être, nous les aidons à produire collectivement une "image riche" de leur situation problématique, une image qui leur permet de comprendre et communiquer ce qu'ils veulent être.» Le SEI répond ainsi à l'inefficacité de certaines décisions politiques qui n'intègrent pas toutes les perspectives des gens concernés. «Avec cette méthode, nous considérons que les membres de la société concernés par les évolutions à mener doivent être impliqués à parts égales. Ils sont producteurs à part entière de connaissances et cela permet de réaliser une expertise collective partagée partout le monde, scientifiques, politiques et habitants.» **A.-G. T**



Noémie Pinganaud

PATRICIA TELLA

## La cuisson en question

«Qui a participé à un barbecue cet été ?» Cette entrée en matière est signée Patricia Tella. La plus jeune intervenante (27 ans) part d'une interrogation simple pour attirer l'attention de l'auditoire réuni en séance plénière. Contrairement à ce que pourrait laisser entendre son interpellation, les travaux de Patricia Tella ne portent pas tant sur les pratiques culinaires estivales en vigueur dans les pays du Nord mais bien sur les modes de cuisson employés en Afrique. Environ 60 % du continent dépend de la

biomasse traditionnelle (bois de chauffe, déjections animales, résidus agricoles), ce chiffre s'élevant à 95 % en Afrique sub-saharienne. Cette pression sur les ressources en bois essentiellement liée à la cuisson de l'alimentation accentue l'érosion et la désertification de régions déjà peu boisées. Plus globalement, 18 % des gaz à effet de serre\* auraient pour origine le charbon noir.

«Nos travaux au sein du programme Climat et Énergie du Stockholm Environment Institute (SEI) ne portent pas directement sur le changement climatique mais davantage sur les liens entre environnement, droit des femmes et santé», précise Patricia Tella. Ces trois domaines ont pour point de convergence les modes de cuisson traditionnels. Le temps consacré à la collecte du bois et à veiller au feu constitue ainsi un frein à l'accès des filles à la scolarité. Ces trois à quatre heures de combustion du bois ont par ailleurs un impact très négatif sur la santé. Patricia Tella montre une impressionnante série de photos d'habitats saturés de fumée. Des scènes que l'on retrouve aussi bien en Inde, à Haïti qu'en Amérique latine.

Cette pollution en milieu fermé est la cause d'infections respiratoires infantiles et de cancers des poumons chez les femmes. Selon l'Organisation mondiale de la santé, elle provoque 6 millions de morts par an dont 24 % en Afrique.

Avec Fiona Lambe, l'une de ses collègues au SEI, elle va se rendre en Ethiopie, dans le cadre du projet Gaia débuté en 2004 à Addis Abeba. Le projet promeut une cuisine peu coûteuse fonctionnant à partir du bio-éthanol issu de la fermentation de végétaux. «S'il est possible de produire de l'éthanol à petite échelle, il sera possible de développer plus vite des marchés et d'équiper les foyers.» Le diagnostic posé, il s'agit de mobiliser les acteurs : communautés, concepteurs de fours, entrepreneurs, et gouvernements pour favoriser un changement de société qui s'articule autour de la question du foyer.

**Alexandre Duval**

\* Bond, T. (2007) Testimony for the Hearing on Black Carbon and Climate Change, House Committee on Oversight and Government Reform, United States House of Representatives, October 18, 2007.



Noémie Pinganaud